web :
cgt-ardennes.fr
mail :
cgt@cd08.fr

**En action !**

# 64 ans c’est toujours NON !!!

#Action

Deux ans après notre mobilisation historique, le gouvernement est contraint d’ouvrir des concertations pour revoir la réforme des retraites. Cependant, patronat et gouvernement vont tout faire pour empêcher l’abrogation de la réforme. Seule notre mobilisation peut faire la différence.

# RETRAITES : GAGNONS L'ABROGATION DES 64 ANS !

Deux ans après notre mobilisation historique, le gouvernement est contraint d'ouvrir des concertations pour revoir la réforme des retraites. Cependant, patronat et gouvernement vont tout faire pour empêcher l'abrogation de la réforme. Seule notre mobilisation peut faire la différence.

LE RETOUR

## LA MOBILISATION MASSIVE DE 2023 A MIS LES RETRAITES AU CENTRE DU DÉBAT

64 ans, ça ne passe pas ! D'ailleurs tous ceux qui ont défendu le recul de l'âge de la retraite ont été sanctionnés dans les urnes. En transparence, **la CGT rendra publique chaque étape de la concertation** pour que tous les salarié·es puissent suivre et décider ensemble de comment agir pour gagner.

ENFIN

## LE PREMIER MINISTRE A ÉTÉ OBLIGÉ D'ANNONCER L'OUVERTURE DE CONCERTATIONS SUR LES RETRAITES

Lors de ces concertations, les organisations syndicales vont se heurter au patronat et au gouvernement qui ne veulent pas revenir sur les 64 ans. Alors que **de nombreux leviers existent** pour trouver les 16 milliards d'euros à l'horizon 2030, **le patronat refuse par principe** toute recette supplémentaire. Pire, ils veulent confier une partie de nos retraites aux fonds spéculatifs en mettant en place de la retraite par capitalisation.

DÉMOCRATIE

## LE VOTE SUR LA LOI RÉFORMANT LES RETRAITES DOIT ENFIN AVOIR LIEU !

La concertation sur les retraites ne doit pas servir à légitimer la loi jamais votée, imposée par 49.3 en 2023 contre la volonté de la population. Aujourd'hui, plus de 70 % sont pour l'abrogation de la réforme des retraites. Pour que la démocratie soit respectée, la CGT exige dans tous les cas **un vote au Parlement ou la consultation des français·es par référendum.**

RIEN

## SUR LES SALAIRES, PENSIONS, LICENCIEMENTS ET SERVICES PUBLICS

Lors de son discours à l'Assemblée le Premier ministre n'a fait aucune annonce pour l'augmentation des salaires et des pensions, pour contrer les milliers de licenciements en cours ou sur la nécessité de stopper les attaques envers les services publics, premières préoccupations de la population. Son discours s'inscrit dans le sillage des **politiques économiques exclusivement aux bénéfices des grands groupes**, il poursuit le chantage à la dette, les menaces sur les services publics et la sécurité sociale.

## POUR GAGNER : S'INFORMER, ÉCHANGER, MOBILISER

Alors que le chômage augmente, si les anciens travaillent plus longtemps il n'y aura pas de travail pour les jeunes. Prétendre nous faire travailler sans s'arrêter, pendant 43 années, jusqu'à 64 ans, sans avoir subi un licenciement, des carrières hachées, notamment pour les femmes, c'est mission impossible : il s'agit en fait de **baisser le montant de nos retraites.**

Alors que le retour à 62 ans représenterait pour 2025, 3 milliards €, soit moins de 1 % du budget total des retraites, le Gouvernement et le Medef nous parlent toujours des dépenses, jamais du manque de recettes... Pourtant en stoppant les **cadeaux aux grandes entreprises et aux plus fortunés** il y a de quoi financer aussi bien l'abrogation que des avancées sur les départs anticipés, contre la pénibilité et pour les régimes pionniers.

L'augmentation des salaires, l'égalité femmes hommes, la suppression des exonérations de cotisations permettraient de **financer les avancées sociales pour nos retraites.**